

Obstacles à la sécurité humaine

Analyse des rapports nationaux de Contrôle citoyen 2004

Des rapports nationaux de Contrôle citoyen, il ressort clairement que dans les pays industrialisés ou développés, le principal obstacle à la sécurité humaine est lié à la dimension économique. Les principaux problèmes sont la récession, la faiblesse de la croissance, les crises économiques et la détérioration de la qualité et des conditions de vie des populations. Les obstacles majeurs sont l'absence de paramètres équitables dans la répartition des avantages sociaux et la fourniture de l'accès aux services de base pour tous les secteurs de la société. Ces rapports fournissent une vision de la sécurité humaine qui permettra à tous les êtres humains de vivre dans la dignité.

Karina Batthyány

La sécurité fait l'objet d'un débat animé à travers le monde, un débat sur les politiques qui rendraient le monde et les sociétés plus sûres, un débat sur les facteurs qui suscitent l'incertitude, la peur et l'insécurité chez les populations et au sein des Etats. Ce débat est complexe et implique une large gamme d'opinions antagonistes. C'est une expression de la grande diversité du monde et un reflet des opinions et des positions divergentes adoptées par différents pays et par leur appareil de prise de décision. Dans cette réévaluation globale constante et inévitable de la sécurité, le concept de sécurité *humaine* peut aider à recentrer le débat sur ce que l'humanité veut réellement plutôt que sur ce à quoi quelques Etats et leurs organes de sécurité spécialisés s'intéressent, ou ce qu'ils perçoivent.

Le concept de sécurité humaine a des dimensions diverses, et les statistiques dans le Rapport de Contrôle citoyen 2005 sont organisés autour de celles-ci.

Origines et définition de la sécurité humaine

Le concept de sécurité humaine est apparu dans le contexte de la recherche sur la paix, dans les années 80, en contrepoint du concept de «sécurité nationale» qui prédominait durant la Guerre froide. Son utilisation s'est généralisée à l'échelle internationale en 1994, lorsque le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) a bâti son *Rapport sur le développement humain*¹ autour de ce concept. Le PNUD soutient que l'élément central de l'insécurité humaine est la vulnérabilité et que nous devons nous demander comment les populations peuvent être protégées, en insistant sur leur implication directe et sur le lien étroit entre le développement et la sécurité.

Comme point de départ, le PNUD a identifié les huit dimensions suivantes de la sécurité humaine (et donc de l'insécurité humaine): économique, financière, alimentaire, sanitaire, environnementale, personnelle, de genre, communautaire et politique.

Quelques années plus tard, les gouvernements de pays tels que le Japon, la Norvège et le Canada ont adopté l'ensemble d'idées sous-jacentes à ce concept dans la conception de leurs politiques étrangères. Ils ont également adopté une liste de sujets spécifiques, notamment l'interdiction des mines antipersonnelles, lutte contre la dissémination des armes légères, la prévention du recrutement des enfants soldats, la promotion du Droit Humanitaire International, l'appui aux nouveaux organes des droits humains mis en place par les Nations-Unies, l'assistance aux réfugiés et la participation aux opérations de maintien de la paix.

Le concept de sécurité humaine est donc en train d'évoluer et le débat qu'il suscite est une excellente occasion de redéfinir les vieux schémas sécuritaires fondés sur la force

¹ Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), *New dimensions of Human Security*, New York: Oxford University Press, 1994.

militaire et d'identifier les besoins de l'ensemble de la planète dans toute sa diversité, des aspects qui n'ont guère été pris en considération dans les politiques publiques générales.

Selon la Commission sur la sécurité humaine, assurer la sécurité humaine «signifie protéger les libertés vitales. Cela veut dire protéger les personnes contre les menaces ou les situations les plus critiques et les plus répandues, en s'appuyant sur leurs forces et leurs aspirations. Cela veut dire élaborer des systèmes dans le domaine politique, social, économique, militaire, culturel et dans la gestion de l'environnement qui, ensemble, forment les éléments constitutifs de la survie, de la dignité et du bien-être.»²

La sécurité humaine est complémentaire à la notion de sécurité territoriale de l'Etat en ce sens qu'elle se préoccupe davantage de l'individu et de la communauté que de l'Etat lui-même. Il est donc possible d'établir une distinction claire entre les politiques de «sécurité nationale» qui se concentrent sur l'intégrité territoriale de l'Etat et la liberté de déterminer sa forme de gouvernement, et la «sécurité humaine» qui met l'accent sur les personnes et les communautés, et en particulier sur les civils en situation de vulnérabilité extrême, que ce soit en raison de la guerre ou de la marginalisation sociale et économique. Les dangers pour la sécurité des personnes comprennent des menaces et des situations qui, du point de vue de la sécurité de l'Etat, ne sont pas toujours classées comme menaçantes. En outre, la concentration sur la sécurité humaine élargit la gamme d'acteurs impliqués de sorte que l'Etat n'est pas l'acteur exclusif. Le but de la sécurité humaine est non seulement de protéger les personnes mais de renforcer leurs capacités pour qu'ils soient en mesure de s'en sortir seuls.

Des universitaires de premier plan tels que le lauréat du Prix Nobel d'économie, Amartya Sen, appellent depuis des années à l'adoption de cette nouvelle perspective de la sécurité humaine comme instrument pour repenser l'avenir et pour réévaluer le concept de développement lui-même, qui est non seulement lié à la croissance du revenu par tête d'habitant, mais aussi au renforcement de la liberté et de la dignité des personnes. Sen préconise la redéfinition des anciennes institutions internationales établies dans les années 40 et l'élaboration d'un agenda des changements les plus nécessaires. Il y inclut, entre autres, les accords commerciaux, les lois relatives aux brevets, les initiatives sanitaires globales, l'éducation universelle, la diffusion de la technologie, les politiques environnementales, la dette extérieure, la gestion des conflits, le désarmement, etc.. En bref, un agenda qui rendra la sécurité humaine viable.

Les objectifs de la sécurité humaine concordent également avec le Programme d'action sur la culture de la paix et la Déclaration du Millénaire, adoptés par l'Assemblée générale des Nations-Unies, en 1999 et 2000, respectivement. Bien que l'idée de sécurité humaine et les premiers travaux dans ce domaine soient issus essentiellement de cercles et de gouvernements occidentaux, dès le tout début, le débat a acquis une dimension internationale et a compris toutes les différentes nuances d'opinions et de positions divergentes qui caractérisent la diversité politique et culturelle du monde. Le débat politique et académique est axé sur le point de savoir si la sécurité humaine devrait se concentrer sur les droits politiques de la première génération ou s'il devrait également comprendre ceux de la seconde et de la troisième génération, notamment les droits au développement et à l'alimentation.

La sécurité humaine est inclusive et centrée sur les personnes. Elle est issue de la société civile dans l'effort de protéger les individus et leurs communautés. Elle va au-delà des questions de défense territoriale et de puissance militaire. Et elle est fondée sur la notion de sécurité personnelle, sur la perception du fait que non seulement l'Etat mais aussi des acteurs non-étatiques et des êtres humains sont responsables du développement et doivent être impliqués dans la promotion des politiques et des actions qui renforceront la sécurité et le développement des personnes.

² Commission sur la sécurité humaine. «Rapport final» à <http://www.humansecurity-chs.org/finalreport/>

La sécurité humaine est multidimensionnelle. Elle cherche à définir les dimensions politiques, économiques, sociales, culturelles et environnementales qui affectent la sécurité des personnes, et à identifier les menaces traditionnelles et non traditionnelles à la sécurité, sur la base du fait que la sécurité n'est pas unidimensionnelle mais englobe de nombreuses sphères.

La sécurité humaine met l'accent sur l'association et l'effort conjoint, c'est-à-dire sur le multilatéralisme et la coopération. Le contexte international actuel et les résultats de la mondialisation ont modifié l'échelle des problèmes qui étaient autrefois perçus à partir d'une perspective exclusivement nationale. Nous sommes à présent confrontés à un nouvel ordre international dans lequel la capacité à entrer en interaction est essentielle, pour que les Etats recouvrent leur capacité à œuvrer avec d'autres acteurs et à générer un système en mesure de répondre aux revendications des populations aux niveaux national, régional et international.

Sécurité humaine et développement humain

Selon Koffi Annan, la sécurité humaine «...dans son sens le plus large, englobe beaucoup plus que l'absence de conflits violents. Il englobe les droits humains, la bonne gouvernance, l'accès à l'éducation et aux soins de santé, et la garantie que chaque individu a les opportunités et les choix nécessaires pour réaliser son potentiel. Chaque pas dans cette direction est également un pas vers la réduction de la pauvreté, la réalisation de la croissance économique et la prévention des conflits. La protection contre le manque, la crainte, et la liberté pour les générations futures d'hériter d'un environnement naturel sain - telles sont, au niveau international, les pierres d'achoppement de la sécurité humaine – et donc nationale. »³

Le paradigme du développement humain relie la sécurité humaine à l'équité, à la viabilité, à la croissance et à la participation, car il permet d'évaluer le degré de sécurité humaine atteint par les personnes dans la société, et aussi d'interpréter les possibilités et les défis que la société peut rencontrer dans ses progrès vers un développement humain complet et durable.

Dans la perspective de la sécurité humaine, ce qui compte en termes de sécurité ce n'est pas tant que les Etats et les sociétés se préoccupent de garantir la paix contre la menace extérieure, mais plutôt qu'ils garantissent les conditions minimales pour que les populations soient en sécurité et se sentent en sécurité au sein de leurs sociétés.

Deux dimensions fondamentales

Il y a deux dimensions fondamentales de la sécurité humaine. La première est de protéger les personnes contre des menaces chroniques telles que la faim, la maladie et la répression ; la seconde est de les protéger contre des changements soudains et néfastes dans leur vie quotidienne, que ce soit dans leur foyer, leur emploi ou leur communauté. Ces menaces peuvent avoir un impact négatif sur les personnes à tous les niveaux de revenu et à tous les stades de développement d'un pays.

La sécurité humaine complète la sécurité étatique, encourage le développement humain et rehausse les droits humains. Elle est complémentaire de la sécurité étatique dans la mesure où elle se concentre sur les populations et sur la lutte contre des causes de l'insécurité qui n'étaient pas considérées, antérieurement, comme des menaces spécifiques à la sécurité de l'Etat. En considérant ces nouveaux types de risques supplémentaires, elle élargit la portée du développement humain au-delà de la notion de « croissance dans l'équité ».

³ Koffi Annan: «Le secrétaire général s'adresse à l'Atelier international sur la sécurité humaine en Mongolie», Session de deux jours à Ulanbaator, 8-10 mai 2000. Communiqué de presse SG/SM/7382, www.un.org/News/Press/docs/2000/20000508.sgsm7382.doc.html

Au cœur de la protection de la sécurité humaine, il y a le respect des droits humains. La promotion des principes démocratiques est un pas vers la réalisation de la sécurité humaine et du développement dans la mesure où elle donne aux personnes la possibilité de participer aux structures de gouvernance, leur permettant ainsi de faire entendre leurs voix. Afin de réaliser ceci, il est nécessaire de mettre en place des institutions stables qui établissent la primauté du droit et renforcent les capacités des populations.

La sécurité humaine n'est possible que si elle est fondée sur le développement soutenu. Ceci suppose la sécurité à différents niveaux pour tous les membres de la société – sécurité contre les dangers et les menaces physiques, sécurité du revenu, sécurité dans l'éducation, sécurité du logement, sécurité sanitaire et sécurité environnementale.

Menaces et obstacles à la sécurité humaine tels que perçus dans les rapports nationaux

Les rapports nationaux de Contrôle citoyen présentent une série d'arguments et d'éléments de preuve sur les problèmes et difficultés qui mettent en péril la sécurité des populations dans différents pays.

Les menaces ou obstacles possibles peuvent être regroupés en sept dimensions principales : économiques, alimentaires, sanitaires, personnelles, communautaires, culturelles (y compris la dimension genre) et politiques, qui apparaissent toutes dans les différents rapports nationaux. Pays après pays, c'est la pauvreté, l'exclusion économique, les inégalités sociales et l'insécurité alimentaire qui ressortent comme les obstacles les plus grands et les plus courants à la sécurité humaine.

Si cet article ne tente pas de procéder à une analyse régionale dans le sens strict du terme, il est cependant possible d'identifier différents problèmes dans diverses régions du monde ou les diverses manières dont les pays sont positionnés dans le contexte international.

Ainsi, il ressort clairement que dans les pays industrialisés ou développés, le principal obstacle à la sécurité humaine est lié à la dimension économique. Les principaux problèmes cités sont la récession, la faiblesse de croissance, les crises économiques et la détérioration de la qualité et des conditions de vie des populations. Les obstacles majeurs rencontrés dans ces pays sont l'absence de paramètres équitables dans la répartition des avantages sociaux et la fourniture de l'accès aux services de base pour tous les secteurs de la société.

Sur ce point, les rapports du Portugal, de la Suisse, des Pays-Bas et de l'Allemagne sont très révélateurs. Le rapport portugais cite la détérioration des conditions de vie des populations en raison de la crise économique et d'un sentiment croissant d'insécurité personnelle. La Suisse rend compte de la faiblesse de la croissance économique, depuis le début des années 90, et de l'impact des réductions fiscales qui rendent actuellement de plus en plus difficile la mise en œuvre des améliorations sociales, ce qui signifie que les inégalités sociales en Suisse continueront de se creuser. Le rapport des Pays-Bas traite de la manière dont les problèmes économiques affectent la sécurité sociale et de la mesure dans laquelle ils affectent également la tolérance et l'hospitalité vis-à-vis des immigrés. Le rapport de l'Allemagne mentionne également ces problèmes et s'appesantit sur les obstacles à la sécurité humaine qui découlent des problèmes fiscaux et de la réduction des dépenses en matière de bien-être social.

Pauvreté et inégalités économiques

Une question récurrente dans les rapports des pays en développement est la pauvreté et la détérioration des conditions de vie de millions de personnes qui en résulte. Il ne fait aucun doute que la pauvreté ressort comme un des plus grands obstacles à la sécurité humaine.

La gravité de ce problème transparaît de manière éloquente dans les rapports de l'Algérie, du Bangladesh, de la Bolivie, du Brésil, de la Colombie, du Guatemala, du Kenya, du Népal, du Nigeria, de l'Ouganda, du Panama et du Salvador, pour n'en citer que quelques-uns.

La pauvreté est étroitement liée à d'autres obstacles. Le rapport algérien dresse une liste des principales menaces à la sécurité humaine à savoir «la pauvreté généralisée et croissante, les attaques terroristes fréquentes et les catastrophes naturelles.» Au Kenya, la pauvreté et le crime organisé sont les plus grands obstacles. Egalement au Panama, la pauvreté affecte 40% de la population, de sorte que le plus grand défi à la sécurité humaine est la lutte pour la contenir, en particulier dans les zones rurales, et la garantie que la population reçoit les services minimaux dont ils ont besoin. Le rapport de la Bolivie explique qu'il ne sera pas possible de garantir la pleine sécurité humaine tant que la guerre, la pauvreté et les inégalités continueront de s'aggraver.

Les conditions qui vont de pair avec la pauvreté, comme le chômage et les inégalités économiques, sont également citées dans les rapports de pays tels que la Bolivie et le Salvador.

Ce sont des situations d'insécurité économique qui s'inscrivent dans un contexte de pauvreté extrême généralisée. Deux éléments clés de la lutte en vue de l'éradication de la pauvreté sont la mise en place de marchés qui opèrent de manière adéquate et la création d'institutions en dehors du marché. Un certain nombre de rapports suggèrent que les questions essentielles sont une répartition équitable de la richesse et de la croissance économique qui sera profitable aux personnes vivant dans la pauvreté extrême.

Outre la pauvreté chronique, d'autres obstacles à la sécurité humaine sont des conditions économiques défavorables, l'impact social des crises économiques et les catastrophes naturelles. Des politiques sociales qui répondent aux besoins fondamentaux des populations et qui garantissent des conditions sociales et économiques minimales sont requises pour que les populations affectées par les crises jouissent d'une sécurité réelle ou trouvent un moyen d'échapper à la pauvreté. Les trois quarts de la population du monde ne bénéficient pas de protection en matière de sécurité sociale ou n'ont pas d'emploi garanti.

Un autre aspect concerne les différents obstacles ancrés dans le genre. Il est d'une importance vitale que chacun ait accès à l'exploitation des terres et/ou à la propriété foncière, accès au crédit, à l'éducation et au logement, en particulier dans le cas des femmes démunies.

La répartition équitable des ressources est perçue comme crucial pour garantir les moyens d'existence. De plus, les mesures de protection sociale et les réseaux de sécurité peuvent contribuer à l'instauration de conditions économiques et sociales minimales pour les pans les plus vulnérables de la population.

Sécurité sanitaire

Un autre sujet qui ressort des rapports est la sécurité sanitaire, c'est-à-dire la santé comme élément de la sécurité humaine. En dépit des progrès réalisés dans le domaine des soins de santé, plus de 20 millions de personnes sont mortes, l'an passé, de maladies qui auraient pu être prévenues. La santé est une composante essentielle, car le fondement même de la sécurité, c'est la protection de la vie humaine et un bon état de santé est une condition préalable de la stabilité sociale.

Trois grands problèmes sanitaires sont identifiés comme étroitement liés à la sécurité humaine : les maladies infectieuses, les menaces sur la santé liées à la pauvreté et celles résultant de la violence, des conflits et de la guerre.

Les problèmes les plus graves dans ce domaine sont la mortalité infantile et le VIH/Sida. Il y a une relation étroite entre la mortalité infantile et la pauvreté, car les causes directes de

cette dernière sont la malnutrition, le manque d'eau potable et d'assainissement adéquat, les infections, une alimentation inadéquate, et le manque d'attention médicale. Un autre point vulnérable est l'accroissement du nombre de victimes du VIH/Sida, particulièrement évident en Afrique subsaharienne et au Brésil.

Problèmes de gouvernance, insécurité politique et corruption

De même que dans les dimensions économiques et sanitaires de la sécurité humaine, il y a d'autres menaces qui ont trait à la sécurité des personnes dans les sphères politiques et sociales. Celles-ci comprennent la faiblesse de la gouvernance démocratique et l'instabilité des systèmes politiques. Ces dimensions de la vulnérabilité aboutissent à la violence dans un certain nombre de pays tels que la Colombie, le Népal, le Nigeria et l'Ouganda.

Les gouvernements à travers le monde ont développé des plans de sécurité nationale dans le cadre de la lutte globale contre le terrorisme, mais ceci n'a pas contribué à atténuer l'insécurité politique qui prévaut dans de nombreux pays. Les rapports nationaux mettent l'accent sur le besoin de conditions démocratiques, de bonne gouvernance et de sécurité politique comme conditions préalables pour la sécurité humaine.

Dans de nombreux pays, la sécurité humaine est compromise par la corruption, la discrimination fondée sur la race, le sexe, l'origine ethnique, la religion ou l'orientation politique, de même que par l'insécurité politique et l'absence de possibilités démocratiques.

Différentes formes de violence

Un autre groupe d'obstacles à la sécurité humaine mentionnés dans les rapports, en particulier ceux de l'Afrique et de l'Amérique latine, sont ceux liés à différents types de violence tels que la violence urbaine, le meurtre, le crime organisé, les conflits armés et les attaques terroristes.

Les réseaux criminels connaissent manifestement un essor, provoquant la hausse de la violence urbaine, en particulier en Amérique latine. Le pays qui ressort le Brésil, où un des principaux obstacles à la sécurité humaine est la violence urbaine en général, et en particulier la violence urbaine visant les jeunes démunis. Le taux de criminalité est près de dix fois supérieur dans ce pan de la population que pour l'ensemble du pays.

Il y a une plus grande prise de conscience du fait que, pour les différents types de violence signalés, ce sont les femmes et les enfants qui sont les principales victimes. Selon les rapports, la violence liée au genre est en hausse.

Inégalités sociales de genre

Enfin, il faudrait prêter une attention spéciale aux problèmes du genre. En général, le panorama d'ensemble de la sécurité humaine pour les femmes est sombre, comme le montre la non reconnaissance des droits spécifiques de la femme, en ce qui concerne, en particulier, les droits relatifs au travail et à la santé reproductive et la violence à l'égard des femmes dans diverses sphères.

Bien que la question du genre soit prise en compte dans les rapports d'un certain nombre de pays développés, ce sont les pays en développement qui font preuve d'une attention et d'un intérêt particuliers pour fournir des options et des opportunités à celles qui n'en ont jamais eues – éducation pour les filles, protection des femmes contre la violence domestique et contre la violence sur le lieu de travail et accès au pouvoir politique et économique réel pour toutes les femmes. L'accent mis sur les dimensions qui affectent l'équité entre les sexes est déterminé par la réalité dans chacun des pays.

Trois obstacles

Pour résumer, les trois obstacles les plus sérieux à la sécurité humaine sont, en premier lieu, les menaces contre la sécurité des individus et de leurs communautés, en particulier les pans les plus vulnérables de la société ; en second lieu, les conflits, les menaces et différents types de violence (notamment les conflits inter-Etats, l'effondrement des Etats, les atteintes aux droits humains, le terrorisme, le crime organisé, etc.) ; et en troisième lieu, la pauvreté et l'exclusion économique.

Les rapports nationaux offrent une vision de la sécurité humaine qui permettra à tous les êtres humains de vivre dans des conditions de justice, d'équité, de liberté, de tolérance, de bonne santé, et d'avoir accès à une alimentation adéquate, à l'éducation et à un environnement sain. En d'autres termes, les conditions qui nous permettent de vivre dans la dignité.